

Je ne sais quel charme empreint de mélancolie les tient comme inclinés vers le sol qu'a peut-être défriché son père et dont d'autres maintenant recueillent les fruits.

Voilà pourquoi je dis que l'agriculture attache à la patrie.

Le gouvernement français comprit les avantages de la culture et l'encouragea par tous les moyens possibles. C'est ainsi qu'il licencia le beau régiment de Carignan et lui octroya des terres.

Il suivait en cela l'exemple des Romains qui récompensaient les soldats qui s'étaient distingués, par la concession de vastes domaines.

Ce peuple portait le respect de l'agriculture à un si haut degré que quiconque enlevait pendant la nuit la moisson d'un cultivateur, était puni de mort. Emparons-nous du sol, avaient dit nos pères, et nous avons marché sur leurs traces.

Les progrès de l'agriculture furent lents d'abord, à cause des guerres continuelles qui ruinaient le pays.

En 1663, le roi fit concession de 29 seigneuries. Les censitaires payaient un sou par arpent et de plus un deminot de blé par habitant.

Les prix sont bien changés depuis ce temps-là et avec le montant de vente d'une terre d'alors, nous aurions de la peine à en acquérir quelques pieds.

Garneau, l'historien, parlant du gouverneur-général Denonville et de l'intendant Champigny, s'exprime ainsi :

" Ils recommandaient au gouvernement français d'envoyer de bons paysans qui mettaient la main à la hache et à la pioche, pour ouvrir les terres. Ils paraissaient s'applaudir du grand nombre de nobles qu'il y avait déjà dans la colonie, et à ce sujet je dois rendre compte à Monseigneur, écrivait Denonville au ministre en 1686, de l'extrême pauvreté de plusieurs familles qui sont à la mendicité et toutes nobles ou vivant comme telles. La famille de Saint-Ours est à la tête. Le père et la mère me paraissent dans un véritable désespoir de leur pauvreté. Cependant ses enfants ne s'épargnent pas. J'ai vu deux grandes filles couper des blés et tenir la charrue."

Denonville nomme encore Tilly,

dont la femme et la fille labouraient la terre.

Malheureusement il est trop vrai de dire que bon nombre de gouverneurs s'occupaient trop de leurs querelles avec leurs intendants ou d'autres fonctionnaires et négligeaient d'encourager la culture des champs. Peut-être aussi l'incurie de la France et le peu de durée de leur administration ne leur permettaient point d'y apporter leurs soins.

Les incursions des Iroquois obligeaient les cultivateurs de n'aller aux champs qu'en troupes armées.

En 1692, la guerre fut si cruelle que les terres ne furent pointensemencées.

Imaginez-vous, un cultivateur dans son champ, à plusieurs lieues du fort, s'arrêtant à chaque pas pour écouter le bruissement de la feuillée ou le murmure du vent, s'attendant à tout instant à voir sortir de la forêt ces bandes meurtrières qui n'épargnaient ni les femmes ni les enfants. Quelle existence ?

Un grand nombre découragés laissaient leurs terres pour courir les bois et faire la traite des pelleteries.

En dépit de tous ces désavantages, en 1721, la Nouvelle-France produisit 282,000 minots de blé, 57,000 de pois, 64,000 d'avoine et 48,000 livres de tabac. La population d'alors s'élevait à 25,000 habitants. La récolte de tabac, répartie entre les habitants de la colonie, n'en aurait pas donné deux livres à chacun pour l'année; comme on le voit ce n'était pas encore merveilleux et bien des fumeurs trouvaient de nos jours la ration insuffisante.

On estimait qu'il y avait 62,000 arpents de terre en labour et 12,000 en prairie.

Les cultivateurs de tout le pays ne formaient pas la moitié de la population actuelle du district de Beauharnois.

La famine se mit de la partie et en 1756 la récolte fit tellement défaut que beaucoup de cultivateurs ne purent recueillir suffisamment pour leurs semailles.

On fut obligé, à Québec, de mettre la population à la ration, chacun recevant pour toute nourriture deux onces de pain et huit onces de lard. Le repas devait être bientôt fait et les dyspeptiques durent se faire rares cette année-là.

Plusieurs sans doute apprirent à